



VAUHALLAN



## Féminisation des noms de métier, grade ou fonction

Voici mes interventions sur l'application de la circulaire ministérielle du 11 mars 1986 (JO 16 mars), relative à la féminisation des noms de métier, grade ou fonction.

Depuis 1969 je suis **Madame le professeur d'EPS**, mais mes élèves m'appellent **la prof**

16 décembre 1983 : je deviens **Madame le maire** de Vauhallan, première femme maire de la commune. La France compte 4% de femmes maires.

1984, Mme Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, met en place une commission de terminologie, chargée de la féminisation des noms de métier et de fonction, présidée par Mme Benoîte Groult

Le Premier ministre, Laurent Fabius publie la **Circulaire du 11 mars 1986** (JO du 16 mars), sur la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre : je deviens **Madame la maire** de Vauhallan

De 1984 à 1989 : participation à de nombreux colloques sur « *les femmes en politique* », et la féminisation de l'orthographe, en particulier au Sénat avec Irène de Lipowski.

Interventions annuelles aux Congrès des maires sur l'application de la circulaire du 11 mars 1986.

1988-1989 : intervention à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de la Révolution, sur la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne de Olympe de Gouges.

Lettre du 8 février 1989 au Premier Ministre sur la non application de la circulaire du 11 mars 1986 avec copies aux Ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales, de l'Education nationale, au Préfet de l'Essonne sous couvert du Sous-Préfet de Palaiseau, à l'AMF, à l'Union des Maires de l'Essonne, et aux journaux *Quotidien du Maire, Départements et Communes, Vie publique, Le Républicain*.

Lettre du 9 février 1989 à Michèle André secrétaire d'Etat aux droits de la femme.

Lettre du 31 mars 1989 à Bernard Pivot

12 avril 1989 réponse de l'AMF

Juin 1990, je suis élue **ambassadrice** de l'Essonne pour le tourisme

18 février 1994 intervention à *RTL* à l'occasion de la Journée Internationale des femmes, et sur la vive réaction de Maurice Druon de l'Académie française contre le décret du Ministre Belge de la culture, imposant une forme féminisée es noms de métier, grade ou de fonction.

27 avril 1994 lettre à Maurice Druon secrétaire perpétuel de l'Académie française.

4 mai 1994 interpellation, à l'occasion des débats sur le projet de loi sur l'emploi de la langue française, des députés de l'Essonne Odile Moirin et Michel Pelchat, de Christiane Chombeau du Monde, du Républicain de l'Essonne et de Toutes les Nouvelles des Yvelines : soit la circulaire est appliquée, soit elle est rapportée.

16 mai 1994 : réponse de Maurice Druon pas favorable à l'application de la féminisation de la langue française

Décembre 1997 dans les *comptes-rendus de l'Assemblée Nationale* on lit Mme le garde des sceaux, Mme la ministre de la communication, Mme le secrétaire d'Etat, Mme la ministre de la Jeunesse et des sports

9 janvier 1998 : intervention dans *Le Républicain* et *Le Parisien* : suis-je le délégué ou **la déléguée** de la commune de Vauhallan au District du Plateau de Saclay ?

10-11 janvier 1998 : journal Ouest France : l'Académie Française (Maurice Druon, Hélène Carrère d'Encausse, Hector Blanciotti) furieuse que des ministres signent leurs décrets de « Madame la ministre »

14 janvier 1998 dans *Le canard enchaîné* et l'article « Le « j'accuse » de Druon, celui-ci demande au Président de la République de remédier à la féminisation de la langue française

15 janvier 1998 article du *Républicain* « Du « le » ou du « la », qui donne le La ? » : désaccord sur la féminisation des femmes en politique entre Mme Aubry maire d'Orsay et moi-même

19 janvier 1998 *Le Parisien* titre « La ministre de l'Enseignement scolaire » (Ségolène Royal)

21 janvier 1998 : note d'humour dans *Télérama* sur la féminisation des mots  
PV de l'Assemblée Nationale : Mme la députée, Mme la ministre

27 janvier 1998 : question posée à Chantal de la Bretesche suite à son article dans *Le Républicain* « Une ministre comme instituteur », mélangeant le masculin et féminin

4 février 1998 : Geneviève Fraisse est nommée par Lionel Jospin « déléguée interministérielle aux droits des femmes »

8 mars 1998 lors de « la Journée internationale des femmes », Lionel Jospin Premier Ministre réaffirme sa « détermination à inscrire la parité dans la Constitution et a publié le 6 mars une circulaire préconisant la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre (*Le Monde* du 10 mars- *Le Moniteur* du 13 mars).

13 avril 1998 envoi à Geneviève Fraisse, déléguée ministérielle aux droits des femmes, la chronologie de mes actions, avec copies aux personnes intéressées par le sujet

22 avril 1998 félicitations de Geneviève Fraisse pour mes actions

25 juin 1998 dans *La Lettre du Gouvernement*, on lit « la ministre de la justice »

30 juin 1998 : article dans *ouest-France* sur la féminisation des titres et métiers dans l'Education nationale

30 juin 1998 : lettre à l'association « Défense de la langue française » suite à son article dans *Ouest-France*. Réponse le 31 août

1 juillet 1998 dans *Le Figaro* « Benoîte Groult exulte » suite à la décision de l'Education nationale

20 juin 1998 dans *Le Monde* : « L'Académie, le féminin et le neutre »

A partir de 2000, timidement les noms sont féminisés dans la presse (nombreuses coupures) : la ministre, la préfète, la députée, la sénatrice, la maire, la cheffe, la pasteur, entrepreneure, auteure, écrivaine, procureure, la colonelle, la commandante

17 avril 2009 lettre à Olivier Fermé journaliste de *Le Républicain* sur Maurice Druon

Janvier- février 2011 exposition à Chamarande « Femmes en Essonne, 1848- 2008- Combats pour l'égalité, dans laquelle je suis citée

19 mars 2011 participation aux Archives lors de la conférence « Femmes- hommes : des inégalités à l'égalité ! »

10 octobre 2014 : la féminisation des noms de métiers, fonctions, grades ou titres- Mise au point de l'Académie française »

17 juillet 2017 lettre au président de la fédération Française des Médaillées de la Jeunesse, des Sports et de l'Engagement Associatif, dont je suis membre, suite au titre de l'article « Laura Flessel, notre nouveau Ministre de tutelle »

**ENFIN, 33 ans après, le 1 mars 2019, à une majorité écrasante, le rapport sur la féminisation des noms de métiers, grades, titres ou fonctions est adopté par l'Académie française.**

Renée Delattre, présidente du Syndicat d'Initiative, ancienne maire de Vauhallan